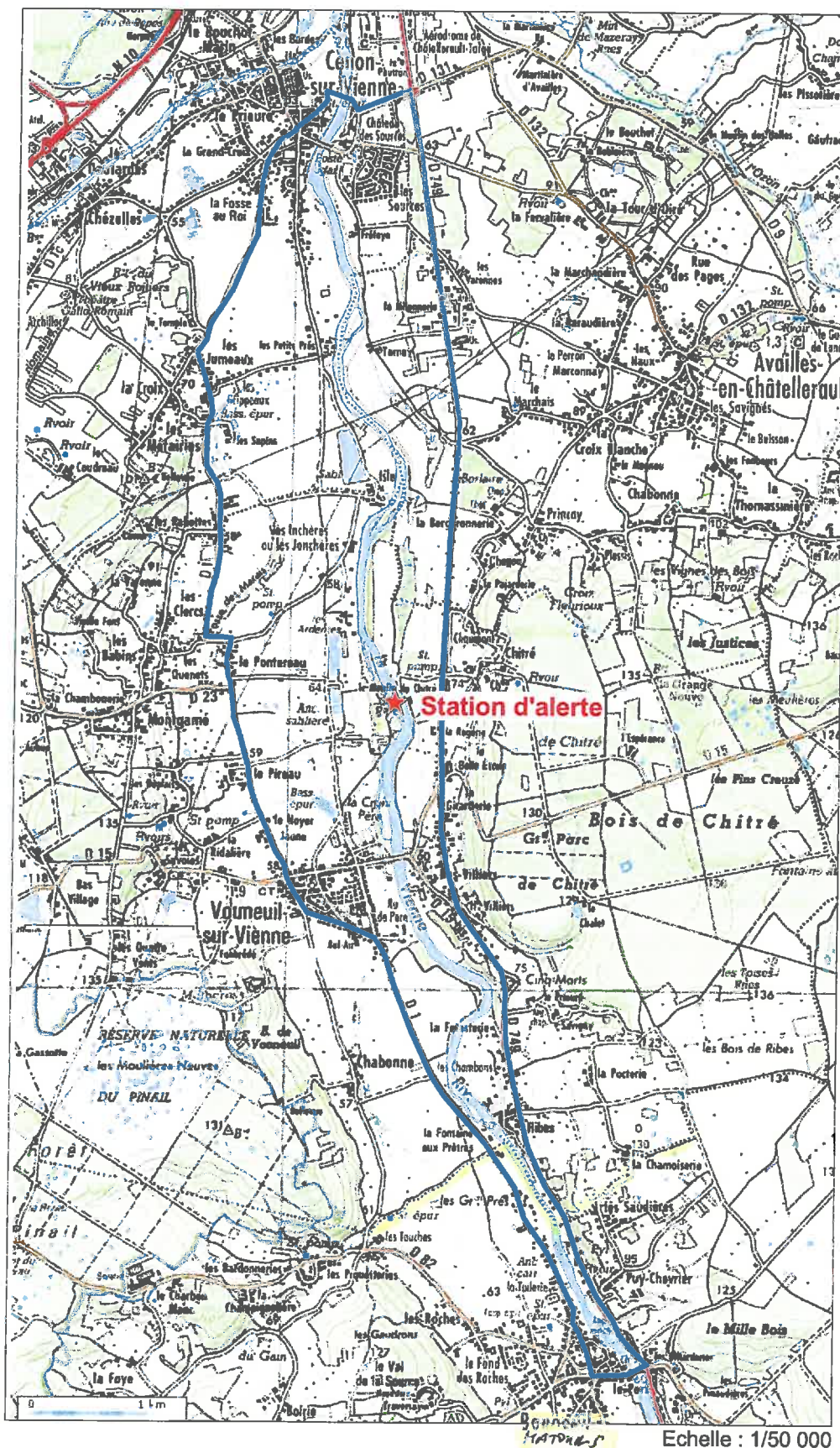


Ville de Châtelleraut
Création d'une prise d'eau dans la Vienne à Cenon

périmètre de protection éloignée



6.2.3 - Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 6.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.3 - Périmètre de protection éloignée (PPE)

Ce périmètre éloigné couvre environ **1350 hectares** et s'étend sur les communes de Cenon sur Vienne, Bonneuil-Matours, Vouneuil sur Vienne et Availles-en-Châtelleraut.

Il n'a pas été proposé de prescription spécifique et c'est la réglementation générale qui s'applique. Néanmoins, il prévoit l'installation d'une station d'alerte sur la commune de Vouneuil sur Vienne au Moulin de Chitré avec la mise en place d'un plan d'alerte de manière à garantir l'information de la ville de Châtelleraut et des maires concernés dans les délais les plus brefs en cas de pollution accidentelle.

6.4 – Plan d'alerte

Un plan d'alerte doit être élaboré par le pétitionnaire, dans les 6 mois suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral sur la conduite à tenir en cas de pollutions accidentelles constatées sur la rivière *la Vienne* en amont de la prise d'eau et dans l'emprise des périmètres de protection rapprochée et éloignée. Ce plan prévoira notamment l'information immédiate des maires concernés, des services de l'Etat (police de l'eau et police sanitaire et du préfet) et sera transmis immédiatement au Préfet et à ses services (DDT, ARS).

Article 7 : acquisition de terrains

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 8 : Autres mesures de protection et mise en conformité

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre en conformité avec les prescriptions citées à l'article 6.2.2 dans les délais précisés ou à défaut dans un délai maximum de 3 ans, et le cas échéant avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Article 9: sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé publique, sans préjuger des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

SECTION IV

Surveillance, traitement et distribution des eaux

Article 10 : surveillance et traitement des eaux

Toutes les données de l'auto-surveillance, les incidents recensés par l'exploitant et les visites doivent être consignés régulièrement dans le carnet sanitaire de la station de traitement.

Les eaux brutes sont refoulées dans la station de traitement située en centre ville de Châtelleraut. Celle-ci, d'une capacité de 18 000 m³/j, qui peut être portée à 24 000 m³/j au maximum, est équipée de la filière suivante :

- Pompage d'eau brute en *Vienne* pour alimenter 3 unités de traitement d'une capacité de :
250 (m³/h) : 1 pompe, 320 (m³/h) : 2 pompes et 500 (m³/h) : 2 pompes
- Pré-ozonation ;
- Coagulation (**Aqualenc* F1 qui a remplacé le sulfate d'alumine en 2004) - Flocculation ;